

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3562 - MARDI 27 AOÛT 2019

ENJEUX DE L'HEURE

Enfin, le gouvernement Ilunkamba est là !

La plus grande innovation, à en croire le Premier ministre, concerne les nouvelles figures qui représentent 77% de son équipe. Ceux qui ont déjà exercé les fonctions ministérielles dans le passé représentent 23%.

« Nous avons un gouvernement qui réalise la vision du chef de l'Etat. C'est la direction du changement », a déclaré Sylvestre Ilunkamba, quelques instants après la

publication de la liste des membres du premier gouvernement de l'ère Félix Tshisekedi qu'il aura à piloter. L'autre caractéristique tient à la présence féminine dans ce gouvernement. Elles représentent 17% par rapport aux hommes (83%). L'importance des portefeuilles leur attribués compense leur faible taux de participation.

Page 3



Le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba

LUTTE CONTRE ÉBOLA

La Banque mondiale verse des fonds à l'OMS

À travers un communiqué rendu public, la Banque mondiale met à la disposition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une enveloppe de cinquante millions de dollars pour financer ses activités opérationnelles destinées à sauver des vies dans le contexte des interventions de première ligne contre l'épidémie.

Selon l'OMS, ces fonds vont combler le déficit de financement de son intervention sanitaire d'urgence en RDC jusqu'à fin septembre 2019. L'agence onusienne demande aux autres partenaires de s'inspirer de ce généreux soutien pour financer les activités d'intervention jusqu'en décembre. Page 4



C1 ET C2 AFRICAINE - TOUR PRÉLIMINAIRE

V.Club et DCMP passent, Maniema Union à la trappe

Deux clubs sur trois de la RDC engagés au tour préliminaire de la 25e Ligue des champions et de la 17e Coupe de la Confédération se sont qualifiés, le 25 août, pour les seizièmes de finale. Après le nul de zéro but partout au match aller au stade militaire de Yaoundé au Cameroun contre l'UMS Loum, l'AS V.Club a assuré un service

minimum au stade des Martyrs de Kinshasa : un but à zéro. En Coupe de la Confédération, le DCMP s'est qualifié pour les seizièmes de finale en battant le Stade Renard de Melong du Cameroun par la même marque de deux buts à zéro qu'au match aller. Maniema Union a été éliminé aux tirs au but par l'AS Pélican du Gabon. Page 5

ÉLECTRICITÉ

Pas d'engagement clair à court terme de l'Etat

Le Forum sur l'énergie électrique en RDC s'est clôturé finalement le 22 août dernier sans « éclaircir » davantage le paysage énergétique du pays resté très sombre en dépit d'une libéralisation du secteur en 2014. Il n'a pas répondu à certaines inquiétudes sur les prochaines actions de l'Etat RD-congolais

dans ce secteur et l'établissement d'un calendrier cohérent des étapes restantes de la réforme de l'électricité. Les sempiternelles recommandations, du reste, controversées et sans grandes innovations ont rappelé cruellement le niveau d'inertie depuis près de cinq ans. Page 4



Un transformateur de la Snél à Kinshasa

ÉDITORIAL

A retenir !

Parmi les leçons que l'Histoire retiendra du G 7 qui s'est achevé lundi à Biarritz, grande ville balnéaire du sud de la France, figurera certainement en bonne place l'attention que le président Emmanuel Macron porte désormais à l'Afrique. Si cette attention ne s'est traduite par aucune décision majeure, le simple fait que six chefs d'Etat y aient été conviés, à commencer par le président en exercice de l'Union africaine Abdel Fattah al-Sissi, montre que loin de considérer l'Afrique comme n'étant pas encore entrée dans l'Histoire, le successeur de Nicolas Sarkozy et de François Hollande a pris, lui, la juste mesure de la place que notre continent occupe désormais sur la scène mondiale.

S'il est trop tôt pour dire ou écrire que sept des plus riches nations du monde présent ont bien entendu le message qui leur était adressé et vont s'employer maintenant à lui donner un contenu concret, il ne l'est pas pour affirmer sans l'ombre d'un doute que la France, mais aussi ses partenaires européens les plus influents tels que l'Allemagne et le Royaume-Uni, en sont eux aussi convaincus. Au-delà donc de la question infiniment délicate de la déstabilisation du Sahel que l'effondrement de la Libye a provoquée et qui s'est trouvée au centre des discussions informelles de ce week-end à Biarritz, l'émergence de l'Afrique dans son ensemble et de sa partie sub-saharienne en particulier est assurément perçue par les « Grands » de l'hémisphère Nord comme l'un des enjeux majeurs des décennies à venir.

Ceci est d'autant plus évident que la déforestation de l'Amazonie, premier poumon de la planète, s'est trouvée placée au cœur des entretiens de ce sommet du G 7 en raison de l'extrême gravité des incendies qui s'y étaient déclarés tout au long des dernières semaines. L'Afrique détenant avec l'immense Bassin du Congo le deuxième plus grand réseau fluvial et le deuxième plus vaste massif forestier de la Terre il était clair, pour tous les dirigeants présents sur la Côte basque, que le drame qui frappe aujourd'hui de plein fouet l'Amazonie sonne comme un avertissement planétaire que personne, à commencer par le « climato-sceptique » président des Etats-Unis Donald Trump, ne peut plus ignorer. Voyons donc comment la France s'emploiera, dans les mois à venir, à donner un contenu concret aux bonnes intentions affichées collectivement à Biarritz.

Le Courrier de Kinshasa

INFRASTRUCTURES

Le Haut-Lomami concerné par le programme de réhabilitation des routes

Les infrastructures de la province du Haut-Lomami sont concernées par le programme d'urgence de réhabilitation du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi.

Les possibilités de développement du Haut-Lomami ont été au centre de l'entretien que le conseiller spécial du président de la République chargé des infrastructures, Alexandre Kayembe, a accordé au député local de cette province, Paul Ngoy Nsenga Binthelu. Ce dernier lui a présenté les potentialités et les difficultés des territoires de cette province très riche en minerais, agriculture, pêche, élevage, en cours d'eau également, notamment le fleuve Congo et des lacs. La province abrite aussi l'important parc d'Upemba, mais dont sa population vit dans une misère noire. L'on retient que le territoire de Bukama est traversé par le fleuve Congo sur lequel naviguent plus de deux cent quatre-vingt baleinières. Des sociétés minières sont présentes dans ce territoire, notamment la Générale des carrières et des mines (Gécamines) à Luena, la MMR et Chemaf. Plus de cinq mille creuseurs sillonnent les anciennes carrières de la Gécamines sur l'axe Luena-Kikole-Kienze s'adonnant à l'exploitation artisanale des mines, a indiqué Paul Ngoy Nsenga dans le rapport présenté au conseiller spécial du président. Le territoire de Malemba-Nkulu, victime de la divagation des éléphants ayant quitté leur sanctuaire naturel du parc d'Upemba, essaie de vivre à partir de l'agriculture (maïs, manioc, patate douce, arachide, haricot, canne à sucre, palmiers, orangers, café, agrumes, etc.).

Totalement enclavé, le territoire de Kaniama est, pour sa part, très difficile d'accès, selon le rapport présenté au conseiller spécial du président de la République par le député provincial, la nationale n°1



Paul Ngoy Nsenga et Alexandre Kayembe

étant presque inexistante, la voie ferrée étant incertaine. Et les entreprises jadis présentes dans ce territoire, notamment Taba Congo et Inera, sont tombées en faillite. L'espoir est cependant entretenu avec la relance des activités du service national à Kasese. Le territoire de Kabongo ne compte que sur l'agriculture pratiquée de manière artisanale, paysanne et de façon disparate, conditionnée du reste par le fonctionnement de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Dans le territoire de Kamina qui donne son nom au chef-lieu de la province du Haut-Lomami est un carrefour reliant les provinces des Kasai, Maniema, Tanganyika. Le déclin de la SNCC et l'impraticabilité des routes rend le développement de cette partie du pays hypothétique. Le Haut-Lomami peine à prendre de l'envol, la présence du secteur privé est très faible et son impact limité, des grandes entreprises ont fermé, sans compter d'autres difficultés de fourniture d'énergie électrique relatives à l'état obsolète du barrage de Kilubi et au manque d'une structure de crédit agricole. L'élu local a proposé la construction des mini-barrages d'une ca-

pacité variant entre un et cinq mégawatts avec un coût estimé entre deux cent cinquante mille dollars américains pour le plus petit et un million cinq cent mille dollars américains pour la plus grande. En gros, la province fait face à un état de délabrement très avancé des routes. Sur le plan éducationnel, des infrastructures scolaires ne sont pas viables, faible scolarisation des filles à cause des travaux forcés et au mariages précoces. Il faut construire des écoles, certains villages sont dépourvus d'établissements scolaires.

La démarche de cet élu local du Haut-Lomami a trouvé un écho favorable à la présidence de la République. Aussi a-t-il remercié le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour l'information reçue du conseiller spécial chargé des infrastructures selon laquelle le Haut-Lomami est pris en compte dans le programme d'urgence prioritaire du chef de l'État de réhabilitation des infrastructures routières en cours d'exécution sur toute l'étendue du territoire national.

Martin Enyimo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :
Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ENJEUX DE L'HEURE

Enfin, le gouvernement Ilunkamba affiche complet !

La plus grande innovation, à en croire le Premier ministre Sylvestre Ilunkamba, concerne les nouvelles figures qui représentent 77% de son équipe. Ceux qui ont déjà exercé les fonctions ministères dans le passé représentent 23%.

« Nous avons un gouvernement qui réalise la vision du chef de l'Etat. C'est la direction du changement ». Ce sont là les premiers mots de Sylvestre Ilunkamba, quelques instants après la publication de la liste des membres du premier gouvernement de l'ère Félix Tshisekedi qu'il aura à piloter. Pour le Premier ministre qui s'est réjoui de ce dénouement après près de sept mois d'attente, c'est la direction du changement qui est censée être imprimée au nouvel exécutif pour concrétiser les engagements pris par le chef de l'Etat envers le peuple congolais via le programme commun de gouvernance FCC-Cach. Alors que d'aucuns s'attendaient à ce que l'ordonnance présiden-

tielle nommant les membres du gouvernement soit rendue publique en pleine journée du lundi 26 août, c'est aux petites heures qu'elle a finalement été lue par le porte-parole de la présidence, Kasongo Mwema, prenant de court de nombreux compatriotes. Après les ultimes réglages apportés à la dernière mouture présentée, le dimanche 25 août, par Sylvestre Ilunkamba conformément aux critères de sélection énoncés, il n'y avait plus de raison de faire traîner les choses. Il s'agit, entre autres, de la non-représentativité de trois provinces (Kinshasa, Mongala et Tanganyika), des personnes avec handicap et des femmes pour lesquelles le chef de l'Etat est demeuré intransigeant.

Ainsi donc, avec l'ajoute du ministre délégué chargé des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables, l'effectif des membres du gouvernement est passé de soixante-six membres à soixante-cinq comme initialement prévu. Il comprend cinq vice-Premiers ministres, dix

ministres d'Etat, trente et un ministres, trois ministres délégués et dix-sept vice-ministres. Gilbert Kankonde Malamba prend la vice-Primature de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, tandis que Celestin Tunda Ya Kasende se voit attribuer celle de la Justice et Garde des sceaux. Une femme, Elysée Munembwe Tamukumwe se positionne comme vice-Premier ministre chargé du Plan.

Des caractéristiques D'emblée, il y a lieu de souligner l'entrée de nouvelles figures qui représentent 77% de l'effectif des membres du gouvernement. Ces nouveaux ministres issus des partis et regroupements politiques affiliés à la coalition FCC-Cach devront travailler en synergie avec les anciens ayant déjà exercé dans le passé les fonctions ministérielles. Ces derniers représentent 23%. Le dosage est, pour ainsi dire, parfait, entre les anciens et la génération montante. L'autre caractéristique tient à la présence féminine dans ce gouvernement. Elles repré-

sentent certes 17% par rapport aux hommes (83%), mais il faudrait ici louer la nette progression comparativement aux gouvernements antérieurs. Ici, comme l'a indiqué le Premier ministre, l'importance des portefeuilles leur attribués compense leur faible taux de participation. « Ainsi nous avons une dame vice-Premier ministre et ministre du Plan, une dame ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, une dame ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, ainsi qu'une dame ministre d'Etat, ministre de Genre, Famille et Enfant », a expliqué Sylvestre Ilunga. Au total, douze femmes ont été nommées dans ce gouvernement.

Le Premier ministre a, par ailleurs, pioché dans le gouvernement sortant dont certaines figures ont été repêchées à l'image d'Azarias Ruberwa, Jean-Lucien Bussa, Thomas Luhaka et Steve Mbikayi reconduits respectivement en tant que ministre d'Etat à la décentralisation, ministre de

Commerce extérieur, ministre de l'ESU et ministre aux Actions humanitaires.

L'on note également un certain rééquilibrage au niveau de la représentativité. La géopolitique s'est imposée comme une donne essentielle, Félix Tshisekedi tenant à voir toutes les provinces participer à l'œuvre de la refondation de l'Etat et de la reconstruction nationale. Le Grand Kasai a été servi à la hauteur de 25%, le Grand Kivu 22%, le Grand Katanga 15%, le Grand Bandundu 14%, le Grand Équateur 9%, Kongo central 9% et la Province orientale 6% (pour ne citer que celles-là). Enfin, aucun membre de la plate-forme de l'opposition « Lamuka » ne figure dans cette nouvelle équipe gouvernementale. Cela étant, place au travail et que la République gagne en misant sur les compétences de ses fils et filles.

Alain Diasso

LISTE COMPLÈTE DU GOUVERNEMENT

Il comprend cinq vice-Premiers ministres, dix ministres d'Etat, trente et un ministres, trois ministres délégués et dix-sept vice-ministres.

Vice premiers ministres

Vice-premier ministre, ministre de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières :

Gilbert Kankonde Malamba

Vice-premier ministre, ministre de la Justice et garde des sceaux :

Celestin Tunda Ya Kasende

Vice-premier ministre, ministre du Budget : **Jean Baudoin**

Mayo Mambeke

Vice-premier ministre, ministre du Plan : **Elysée Munembwe Tamukumwe**

Vice-premier ministre, ministre des Infrastructures et travaux publics :

Willy Ngoopos Sunzhel

Ministres et ministres d'Etat

Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères :

Mme Marie Tumba Nzeza

Ministre d'Etat, ministre de la Coopération, Intégration régionale et francophonie :

Pépin Guillaume Manjolo Buakila

Ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures : **Rubens Mikindo Muhima**

Ministre d'Etat, ministre de la Décentralisation et Réforme institutionnelle :

Azarias Ruberwa Manywa

Ministre d'Etat, ministre des Ressources hydrauliques et de l'électricité :

Eustache Muhanzi Mubembe

Ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale :

Mme Nene Nkulu Ilunga

Ministre d'Etat, ministre l'EPSP:

Willy Bakonga Wilima

Ministre d'Etat, ministre du Genre, Famille et Enfant:

Mme Béatrice Lomeya Atilite

Ministre d'Etat, ministre de l'Urbanisme et Habitat:

Puis Mwabilu Mbayu Mukala

Ministre de la Communication et médias: **David Jolino Makelele ma-muzingi**

Ministres

Ministre de la Défense nationale:

Aimé Ngoy Mukena

Ministre de la fonction publique:

Yollande Ebongo Bosongo

Ministres des finances:

José Sele Yalaghuli

Ministre de l'Economie:

Acacia Bandubola Mbongo

Ministre du Porte-feuille:

Clément Kuete Nymi Bemuna

Ministre du Commerce Extérieur:

Jean-Lucien Bussa Tongba

Ministre des Mines:

Willy Kitobo Samsoni

Ministre des PTNTIC: Augustin

Kibassa Maliba

Ministre de la Santé:

Eteni Longondo

Ministre des droits humains:

André Lite Asebea

Ministre de relation avec le Parlement:

Déogratias Nkusu Kunzi Bikawa

Ministre de l'environnement:

Claude Nyamugabo Bazibuhe

Ministre de transport:

Didier Mazengu Mukanzu

Ministre de l'Agriculture:

Jean-Joseph Kasonga Mukuta

Ministre de la pêche:

Jonathan Bilosuka Wata

Ministre du développement rural:

Guy Mikulu Pombo

Ministre des Affaires sociale:

Rose Boyata Monkaju

Ministre des actions humanitaires :

Steve Mbikayi Mabuluki

Ministre de l'ESU:

Thomas Luhaka Losendjola

Ministre de la Recherche Scientifique:

José Mpanda Kabangu

Ministre des Affaires foncières: **Aimé Sakombi Molendo**

Ministre de l'Industrie: **Julien Paluku Kahongya**

Ministre de la formation professionnelle: **John Ntumba**

Panumankole

Ministre de l'aménagement :

Aggée Aje Matembo Toto

Ministre PME:

Justin Kalumba Mwana Ngongo

Ministre de la Jeunesse :

Eraston Kambale Tsongo

Ministre des sports:

Marcel Amos Mbayo Kitenge

Ministre du Tourisme:

Bonkulu Zola Yves

Ministre de la Culture:

Jean-Marie Lukunji Kikuni

Ministre près le Président de la République: **André Kaban- da Kana**

Ministre près le Premier ministre:

Mme Jacqueline Penge Sanganyoi

Ministres délégués

Ministre Auprès du ministre de la Défense: **Sylvain Mutombo Kabinga**

Ministre Auprès du ministre de l'intérieur: **Eyrolles Michel Nvunzi Meya**

Ministre Chargée des personnes vivant avec handicap:

Mme Irène Esambo Diata

Vice-ministres

Vice-ministre de la Justice:

Bernard Takahishe Ngumbi

Vice-ministre de l'Intérieur:

Innocent Bokele Walaka

Vice-ministre du Plan:

Freddy Kita Bukusu

Vice-ministre du Budget:

Félix Momat Kitenge

Vice-ministre des Affaires étrangères et des Congolais de l'Etranger:

Raymond Tchedy Patay

Vice-ministre de la Coopération Internationale et Régionale:

Valery Mukasa Mwanabute

Vice-ministre des Hydrocarbures:

Moussa Mondo

Vice-ministre des Ressources Hydrauliques et Electricité:

Papy Mpungu Lwamba

Vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique:

Didier Budimbu Ntubuanga

Vice-ministre Près le Ministres des Finances:

Mata M'elanga Junior

Vice-ministre de l'Economie nationale:

Didier Lutundula Okito

Vice-ministre des Mines:

Alpha Denise Lupetu Tshilumbayi

Vice-ministre de la Santé: Albert Mpeti Biyombo

Vice-ministre de l'Environnement:

Jeanne Ilunga Zaina

Vice-ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire:

Liliane Banga Lwaboshi

Vice-ministre des Travaux et voies de communication:

Jacques Yuma Kipuka

Vice-ministre de la Formation professionnelle:

Germain Kambinga Katomba

ELECTRICITÉ

Pas d'engagement clair à court terme de l'Etat

Le Forum sur l'énergie électrique en RDC s'est clôturé finalement le 22 août sans « éclaircir » davantage le paysage énergétique du pays resté très sombre en dépit d'une libéralisation du secteur en 2014. Il n'a pas répondu à certaines inquiétudes sur les prochaines actions de l'Etat RD-congolais dans ce secteur et l'établissement d'un calendrier cohérent des étapes restantes de la réforme de l'électricité. Les sempiternelles recommandations, du reste, controversées et sans grandes innovations ont rappelé cruellement le niveau d'inertie depuis près de cinq ans.

Matadi, la première ville portuaire de la RDC et la capitale du Kongo central, est sorti d'un sommeil de deux ans pour accueillir son premier événement de l'ère Tshisekedi. L'objectif du forum axé sur l'énergie électrique est de dresser un état des lieux général du secteur de l'électricité en RDC, et d'évaluer sa gestion et son impact sur l'industrie et le développement rural. En somme, les enjeux

sont restés les mêmes si l'on compare ces assises aux forums antérieurs sur le secteur de l'électricité en RDC. Cette fois, les organisateurs ont tenu à établir une certaine ligne de démarcation en parlant du premier forum sur l'énergie électrique. Une incise qui vaut son pesant d'or car certains parlementaires interrogés sur place par la rédaction notent avec satisfaction la forte implication de l'actuel président de la République : « C'est la première fois qu'un chef de l'Etat en exercice va aussi loin dans ses engagements. Nous attendons de voir ce qu'il veut faire, mais l'on comprend qu'il veut être jugé en fonction de sa vision à lui ».

Félix-Antoine Tshisekedi aurait-il cherché à baliser le terrain pour des actions futures d'envergure dans le secteur de l'électricité ? La question reste posée. En effet, le forum a produit des recommandations plutôt in-

teressantes. Certaines parmi elles, notamment celle relative à la restructuration profonde de la Société nationale de l'électricité (Snél), ont suscité des vives réactions de la salle. Cette résolution et le reste de la liste présentée lors de la séance de clôture ne seraient pas passés au débat à la grande plénière, ont affirmé certains participants. Pour d'autres, cette réforme de la Snél ne peut être abordée dans un tel cadre sans les études préalables. Pour eux, la question de la restructuration de la Snél ne peut trouver des réponses appropriées que dans le seul cadre du Parlement qui édicte les lois.

Réagissant à ce tollé, le conseiller de Félix-Antoine Tshisekedi, Michel Eboma, a rappelé que les recommandations seront examinées, le cas échéant, par le gouvernement de la République, le ministère de l'Énergie et le président de la République : « Le forum a un caractère scien-

tifique. C'est l'une des nombreuses recommandations. Nous cherchons tous l'amélioration du taux d'accès à l'électricité ». Pour rappel, la recommandation lue lors de la séance de clôture parlait d'une segmentation et d'une réorganisation de la Snél en trois entités indépendantes. Par ailleurs, beaucoup de participants n'ont pas vu de bon œil non plus une autre recommandation sur la nécessité de confier à un opérateur neutre la gestion du réseau public de transport de l'électricité. Par rapport à ces « malentendus », il est prévu une dernière réunion du comité d'organisation le 27 août pour clarifier certaines questions.

De ce qui précède, il est clair que l'impasse électrique en RDC ne peut être réglée sans passer par une décision définitive sur le sort de la Snél. Le Copirep, l'organe technique du gouvernement chargé de la réforme de la Snél, a admis

l'absence de redressement réel de la société nationale a ce stade, mais les résultats sont encourageants dans les domaines de la production et du transport, a-t-il poursuivi. Ces résultats sont fragilisés par le déséquilibre financier structurel de la société. Et puis, a-t-il renchéri, aucun redressement n'est envisageable tant que les tarifs seront inférieurs aux prix de revient. Quant à la phase de restructuration proprement dite, elle ne devrait intervenir qu'après des études préalables pour définir les meilleures options possibles, les conditions de mise en œuvre, les possibilités de PPP et un plan d'optimisation du personnel. Pour l'heure, il n'est donc pas question de poursuivre le plan de redressement en appliquant scrupuleusement la Loi prévoyant le désengagement de l'Etat. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

LUTTE CONTRE ÉBOLA

La Banque mondiale verse des fonds à l'OMS

À travers un communiqué rendu public, la Banque mondiale met à la disposition de l'OMS une enveloppe de cinquante millions de dollars pour financer ses activités opérationnelles destinées à sauver des vies dans le contexte des interventions de première ligne contre l'épidémie.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ces fonds vont combler le déficit de financement de son intervention sanitaire d'urgence en RDC jusqu'à fin septembre 2019. L'agence onusienne a, par ailleurs, demandé aux autres partenaires de s'inspirer de ce généreux soutien pour financer les activités d'intervention jusqu'en décembre. « L'OMS est très reconnaissante à la Banque mondiale du soutien qu'elle lui apporte. Son concours comble un déficit critique dans nos besoins immédiats de financement des activités d'intervention contre Ebola en RDC et permettra aux héroïques agents de santé de première ligne de continuer à sauver des vies. Nous attendons avec impatience des financements



La Banque mondiale soutient la riposte contre Ebola

supplémentaires de la part d'autres partenaires pour poursuivre l'intervention jusqu'à la fin de l'année », a laissé entendre Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

Pour sa part, la vice-présidente chargée du développement humain à la Banque mondiale (BM), Annette Dixon, a indiqué que la BM travaille étroitement avec l'OMS, le gouvernement de la RDC

et l'ensemble des partenaires afin de faire tout son possible pour mettre fin à la dernière épidémie d'Ebola. Le partenariat établi entre nos organisations et les pouvoirs publics, a-t-elle poursuivi, est essentiel pour répondre à l'urgence, remettre en état les systèmes de prestation de services de base et rétablir la confiance des populations locales.

Il va sans dire que le financement de la BM se compose de trente millions de dollars provenant du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (PEF) et de vingt millions de dollars fournis par la BM. Le financement de cinquante millions de dollars sous forme de dons s'inscrit dans l'enveloppe financière d'environ trois cents millions de dollars que la BM a annoncée le mois dernier pour soutenir le quatrième plan de riposte stratégique à l'épidémie d'Ebola.

En collaboration avec la BM, l'OMS et d'autres partenaires majeurs, le gouvernement de la RDC a pu finaliser le qua-

trième plan de riposte stratégique (SRP4) qui évalue le montant total des ressources nécessaires pour financer l'intervention contre la crise Ebola en RDC de juillet à décembre 2019. L'on se souviendra que le gouvernement de la RDC avait déposé au guichet de liquidités du PEF une demande d'octroi de trente millions de dollars devant être versés directement à l'OMS. Le comité directeur du PEF a approuvé cette demande, portant ainsi à soixante et un millions de dollars la contribution totale du dispositif de financement d'urgence à la lutte contre Ebola en RDC. Le financement de la BM fait partie de l'enveloppe financière de la BM, dévoilée précédemment, d'un montant susceptible d'atteindre 300 millions de dollars et couvre plus de la moitié des besoins du SRP4. Le reste nécessitera des financements supplémentaires de la part d'autres partenaires et bailleurs de fonds.

Blandine Lusimana

UNIKIN

Une manifestation d'étudiants tourne aux heurts

Des blessés parmi les policiers et des civils et aucune perte en vies humaines n'a été signalée de deux côtés.

La tension a été vive, depuis le matin du 26 août, sur le campus de l'Université de Kinshasa (Unikin) où les étudiants ont manifesté pour la fin de la grève des professeurs. Ils se sont heurtés aux éléments de la Police nationale congolaise (PNC), envoyés en vue de maintenir l'ordre public.

Dans son bilan de la journée, à l'issue de ces événements, le commissaire provincial de la PNC/ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo, cité par Interkinois.net, a dénombré huit éléments de la police parmi les victimes. Il s'agit d'un capitaine, un colonel et six autres policiers qui ont été blessés dans ces heurts avec les étudiants. Mais le commissaire provincial de la PNC/Kinshasa n'a pas donné de bilan du côté



Des policiers barrant la route à un groupe d'étudiants au campus de l'Unikin

des étudiants. Des sources proches du milieu étudiant indiquent qu'il y a égale-

ment certains étudiants blessés. Mais ni le commissaire provincial ni ces dernières

sources ont parlé de mort d'hommes.

Dans ces manifestations,

note-t-on, les étudiants ont voulu revendiquer la reprise des activités académiques et para-académiques arrêtées depuis le 8 août dans les établissements publics de Kinshasa, principalement à l'Unikin et l'Université pédagogique nationale.

Ces professeurs, par leurs associations respectives, ont reproché au gouvernement le non-respect des engagements pris à l'issue des négociations initiées par lui. À l'expiration du délai de deux semaines accordé au gouvernement pour remplir sa part de ce contrat, les professeurs de ces deux institutions ont décidé d'arrêter toutes les activités académiques. Lésés, les étudiants ont voulu manifester pour pousser le gouvernement à satisfaire les desiderata des professeurs en vue de leur permettre de reprendre les activités académiques suspendues.

Lucien Dianzenza

C1 ET C2 AFRICAINE - TOUR PRÉLIMINAIRE

V.Club et DCMP passent, Maniema Union à la trappe

Deux clubs sur trois de la République démocratique du Congo engagés au tour préliminaire de la 25e Ligue des champions et de la 17e Coupe de la Confédération se sont qualifiés, le dimanche 25 août 2019, pour les seizièmes de finale.

Après le nul de zéro but partout au match aller au stade militaire de Yaoundé au Cameroun contre l'UMS Loum, l'AS V.Club a assuré un service minimum au stade des Martyrs de Kinshasa : un but à zéro. Le Ghanéen Zakaria Mumuni a inscrit l'unique but à la 54e minute d'une partie dominée dans l'entrejeu par les Dauphins Noirs de Kinshasa mais peu décisifs dans la surface de réparation adverse. Heureusement pour V.Club, Zakaria Mumuni a débloqué la situation peu avant l'heure de jeu.

Pour cette rencontre, le coach Florent Ibenge a aligné un onze de départ avec quelques joueurs d'expérience. Le gardien de but camerounais Nelson Lukong. Il a fait confiance à une ligne défensive composée de Djuma Shabani à droite, Marcel Mapumba à gauche, Yannick Bangala Litombo et Ava Dongo dans l'axe. Le milieu de terrain a été tenu par Mukoko Tonombe,



L'AS V.Club de Kinshasa

Merveille Kikasa et Jérémie Mumbere, et en attaque le Ghanéen Zakaria Mumuni, Tuisila Kisinda Rossein et le Burkinabé Hamed Touré. V.Club accède donc en seizième de finale et affrontera, le week-end du 13 au 15 septembre, l'ASC Kara du Togo tombeur de Buffles du Bénin. Le match retour aura lieu deux semaines plus tard.

Dans cette même C1 africaine, le TP Mazembe, exempté du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique, connaît son adversaire des seizièmes de finale, la formation de Pamplemousses de Mauri-

tanie, bourreau de Fosa Junior du Madagascar au tour préliminaire.

DCMP en seizièmes de finale...

En Coupe de la Confédération, le Daring Club Motema Pembe s'est qualifié pour les seizièmes de finale, presque sans coup férir. Après la victoire du match aller au stade des Martyrs par deux buts à zéro, les Immaculés du coach Isaac Ngata ont battu, le même dimanche à l'Omnisports Stadium de Limbe au Cameroun, les joueurs du Stade Renard de Melong par la même marque de deux buts à zéro.

Junior Koné a ouvert le score à la 15e minute. Et Doxa Gikanji a littéralement tué le match à la 30e minute avec le deuxième but des Immaculés de Kinshasa. Le onze de départ du coach Isaac Ngata s'est composé du gardien de but international congolais de Brazzaville Barel Mouko, des défenseurs Mukoko Amale à droite, Christian Ngimbi Mapungu à gauche, Ikoyo Iyembe et Kayembe Ndotoni dans l'axe. Rashidi Asumani, Doxa Gikanji, Junior Koné et Hairo Carter ont formé le milieu de terrain, et devant eux, Rashidi Musinga et le Congo-

lais de Brazzaville Seda Ngouelou. Le gardien de but Nathan Mabruki, Junior Baometo, Dezy Mbomba, Junior Mbele, Arsène Loko, Bayide Tshombe et Inonga Baka ont débuté sur le banc des remplaçants. En seizièmes de finale, DCMP sera opposé à Arta Solar de Djibouti qui a battu, le vendredi 23 août, El Khartoum dans la capitale soudanaise par neuf buts à trois.

Le mal loti du week-end, c'est l'AS Maniema Union. Le club de Kindu a été éliminé, aux tirs au but, au stade Joseph Kabila de Kindu, par l'AS Pélican du Gabon. Maniema Union n'a pas passé le tour préliminaire de la Coupe de la Confédération. Après le match à égalité d'un but partout au match aller en terre gabonaise, l'équipe coachée par Guy Lusadisou n'a pas fait mieux. Mené au score dès la 15e minute de jeu, le club de Kindu a égalisé en deuxième période par le biais de Glody Kilangalanga. Ce dernier aurait pu offrir la victoire aux siens s'il n'avait pas loupé le penalty quelques minutes plus tôt. Le club de la province du Maniema quitte donc la compétition si tôt, alors que le club gabonais affrontera en seizièmes de finale la formation nigérienne d'Enugu Rangers.

Martin Engimo

CNDH

Un séminaire pour la défense et la protection des droits de l'homme

Les membres de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sont réunis, à Brazzaville, en atelier de renforcement de capacités visant à mettre à leur disposition les outils pour l'efficacité de leur travail sur le terrain.

Les travaux de l'atelier de renforcement de capacités des commissaires de la CNDH se tiendront du 26 au 30 août dans la capitale. Les principes de Paris concernant les statuts des institutions nationales de défense et de promotion de droits de l'homme, le monitoring des violations de ces droits et leur promotion dans les milieux de détention, les mécanismes africains de protection des droits de l'homme, les institutions et les mécanismes nationaux des droits de l'homme au Congo font partie des multiples thèmes retenus pour cet atelier, a expliqué le président de la CNDH, Gabriel Valère Eteka-Yemet.

« Le respect des droits de l'homme conduit à la paix tout comme la paix permet la réalisation effective des droits de l'homme », a-t-il indiqué à

l'ouverture des travaux faisant constater que le Congo est engagé dans la voie de la paix au plan national et international.

Pour le représentant du Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'homme, Gilbert Sebihogo, cet atelier est important à plus d'un titre parce qu'il permettra à la CNDH de bien accomplir sa mission de veiller au respect des droits de l'homme et à la mise en œuvre des politiques y relatives pour la construction d'un véritable Etat de droit. « La CNDH doit jouer efficacement son rôle de conseil au gouvernement et promouvoir la justice pour tous en ce qui concerne les droits de l'homme », a-t-il fait savoir. Reconnaisant la défense et la promotion des droits de l'homme comme une affaire



Les commissaires de la CNDH et les dirigeants de conseils consultatifs

de tous, le président de la CNDH a salué la présence des secrétaires permanents des Conseils consultatifs nationaux, notamment de la jeunesse, des sages et des notabilités traditionnelles, des personnes vivant avec handicap... Le séminaire en cours est animé par les spécialistes des autres pays du continent dans le cadre du memorandum d'entente avec l'Union africaine qui

est d'ailleurs représentée par son chef de division démocratie-gouvernance, droits de l'homme-élection, Calixte Aristide Mbari. « L'Union ne manquera pas d'accompagner les autorités congolaises dans les efforts pour la promotion des droits de l'homme », a-t-il assuré. Pour sa part, le représentant de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance,

Maurice Engueleguele, a encouragé l'initiative. La structure qu'il représente a le statut d'observateur aux Nations unies, implantée dans trente-neuf pays dont sept en Afrique. Cet atelier de renforcement des capacités en matière de défense et promotion des droits de l'homme prendra fin le 30 août à Brazzaville.

Rominique Makaya

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

L'OMS plaide pour la protection de l'environnement

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié le week-end dernier un communiqué, invitant la société civile ainsi que les gouvernements du monde et les animateurs des ONG à mettre sur pied des politiques efficaces, susceptibles de renforcer la lutte contre l'utilisation des instruments et des pratiques polluants de l'air et de l'environnement.

L'annonce fait suite à la publication d'une étude portant sur l'état de la recherche et sur les effets des micro plastiques dans l'eau et sur l'environnement ainsi que leurs conséquences potentielles sur la santé humaine. Ainsi, pour l'OMS, il faut œuvrer à réduire en maximum la pollution par le plastique pour protéger l'environnement et diminuer l'exposition humaine à ces dangers.

« Il est temps et urgent d'en savoir plus sur les conséquences de l'utilisation des micro plastiques sur la santé. D'autant plus, ceux-ci sont présents partout, y compris dans l'eau que nous buvons quotidiennement », a déclaré la directrice du département santé publique, environnement et déterminants sociaux de la santé à l'OMS, Maria Neira, en insistant que nous devons enrayer l'augmentation de la pollution plastique partout dans le monde.

En effet, d'après cette analyse qui présente une synthèse des dernières connaissances sur les micro plastiques dans l'eau de boisson, ceux présentant

une taille supérieure à cent cinquante microns ne sont en principe pas absorbés par l'organisme humain. Et, l'absorption des particules plus petites devrait être limitée. Cependant, l'absorption et la distribution de très petites particules micro plastiques devraient être, selon l'étude, plus élevées, même si les données à ce sujet sont très limitées.

Par ailleurs, l'expertise de l'OMS reconnaît que de nouvelles recherches sont aussi nécessaires pour évaluer plus exactement l'exposition aux micro plastiques et leurs conséquences potentielles sur la santé humaine. Pour ce faire, il faudra mettre au point des méthodes standardisées pour mesurer les particules de micro plastique dans l'eau, réaliser de nouvelles études sur les sources et la présence de micro plastiques dans l'eau douce et évaluer l'efficacité de différents procédés de traitement.

Proposant les pistes de solution, l'OMS recommande aux fournisseurs d'eau de boisson et aux autorités de réglementation du secteur d'accorder la

priorité au retrait des agents pathogènes microbiens et des produits chimiques présentant des risques avérés pour la santé humaine. Par exemple, ceux entraînant des maladies diarrhéiques mortelles. Cette approche a un double avantage, car les systèmes de traitement des eaux usées et de l'eau de boisson qui traitent les matières fécales et les produits chimiques contribuent aussi de façon efficace au retrait des micro plastiques.

En conclusion, l'OMS a signifié que le traitement des eaux usées est un moyen permettant de retirer plus de 90% des micro-plastiques présents dans les eaux. Le procédé le plus efficace à cet égard est le traitement tertiaire par exemple, la filtration. Alors que le traitement classique de l'eau de boisson permet de retirer des particules d'une taille inférieure au micron.

« Cependant, une grande part de la population mondiale ne bénéficie pas aujourd'hui de systèmes adaptés de traitement de l'eau et des eaux usées. En s'attaquant au problème de l'exposition humaine à l'eau contaminée par les matières fécales, les communautés peuvent agir simultanément sur celui posé par les micro-plastiques », conclut, l'OMS.

Rock Ngassakys

Maître Sandra Célia M'BATCHI DHELLO BOUBAG, Notaire à Pointe-Noire, en son Etude sise Avenue Boulevard Charles De Gaulle (au dessus de JAKHANE à côté du restaurant JAIPUR en diagonal de PARK N SHOP), Boite Postale 1161, Téléphone (242) 05. 523.85.38 ; 06.631.74.01 ;

INSERTION LEGALE

Pour des raisons de régularisation et en vue de combler ce vide juridique, la publication de la présente s'avère de toute nécessité.

En effet, suivant une résolution prise par les associés détenteurs du capital de « INTERTEK WEST AFRICA SARL » dont le siège est sis VRIDI Zone Industrielle-15, Boite Postale : 882, Abidjan, Côte d'Ivoire, au cours d'une Assemblée Générale Extraordinaire ayant pris effet le onze janvier deux mille dix, il avait été procédé au changement de dénomination sociale de « SOCIETE INTERTEK TESTING SERVICES CALEB BRET CONGO ». A cette date, cette succursale, sise de nos jours à l'immeuble CNSS, 7eme étage, Appartement 111, Entrée face à la pâtisserie la Citronnelle, Centre-ville, Pointe-Noire, REPUBLIQUE DU CONGO, avait été dénommée « SOCIETE INTERTEK CALEB BRET CONGO (SUC-CURSALE) ».

La gérance précédemment assurée par Monsieur Julien Emile OFOUR MOUFOUTOU conséquemment à la résolution prise par les associés avait été confiée à Monsieur Augustin Forbah BOGOLOH.

Les formalités administratives y inhérentes avaient été d'emblée accomplies ainsi qu'en font foi les mentions modificatives portées sur le Registre de Commerce et du Crédit Mobilier établi au nom de ladite succursale sous le numéro CG/PNR/10 B 1295.

Pour avis, Maître Sandra Célia M'Batchi-Dhello Boubag.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Zimbabwe promet une aide pour les citoyens pauvres victimes de la sécheresse et du cyclone Idai

Le gouvernement zimbabwéen va fournir une aide alimentaire à 2,2 millions de personnes vivant en zone urbaine et menacés par les conséquences de la sécheresse et du passage du cyclone Idai

Dans le cadre d'un projet pilote en liaison avec le Programme alimentaire mondial (PAM), des critères vont être définis pour identifier davantage de bénéficiaires, a déclaré le ministre des Services pu-

blics, du Travail et de la Protection sociale, Sekai Nzenza, au quotidien The Herald paru lundi. Elle s'est exprimée à l'issue d'un atelier parrainé par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et auquel des représentants du gouvernement et des donateurs ont assisté ce week-end à Nyanga (est). Les participants ont notamment étudié les stratégies de protection sociale afin d'en maxi-

miser l'efficacité.

«Nous allons travailler plus étroitement avec le Programme alimentaire mondial. Nous allons travailler dans les zones rurales, mais nous avons aussi les citoyens pauvres et nous savons déjà par le rapport ZimVAC (Commission d'évaluation des vulnérabilités du Zimbabwe) que nous avons environ 2,2 millions d'habitants en zone urbaine qui ont be-

soin de nourriture», a-t-elle dit. Mme Nzenza a précisé qu'un projet pilote était mené avec le PAM à Epworth, au sud de Harare, pour identifier les bénéficiaires afin de leur fournir une nourriture suffisante. La ministre a ajouté que son gouvernement entendait garantir la mise en place d'un système efficace de distribution d'aide alimentaire, allant de l'Office de commercialisation des céréales (GMB), un

organisme public, jusqu'aux districts et aux quartiers. Le Zimbabwe a dû faire passer son budget d'aide humanitaire à 464 millions de dollars, car environ 5,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire suite à la grave sécheresse qui a sévi pendant la saison agricole 2018/19 et aux effets dévastateurs du cyclone tropical Idai, qui a balayé certaines parties du pays en mars dernier.

MAROC

Telecom va investir plus de 1 milliard de dollars pour renforcer l'infrastructure des télécommunications

Maroc Telecom et le gouvernement marocain ont signé, lundi, une convention d'investissement pour le développement des télécommunications dans le Royaume à travers la réalisation, sur les trois prochaines années (2019-2021), d'un programme d'investissement de plus de 1 milliard de dollars (10 milliards de dirhams).

Selon un communiqué de Maroc Telecom, ce programme d'investissement se propose de développer et de renforcer l'infrastructure de télécommunications, de procéder au déploiement du Haut et du Très Haut Débit Mobile et Fixe et de créer de nouveaux emplois au Maroc.

Pour rappel, Maroc Telecom a investi, durant les cinq dernières années, un montant de 6,1 milliards de dollars (58 milliards de DH) pour le développement de ses réseaux de télécommunications, afin de répondre à la croissance continue du trafic.

Maroc Telecom reste le leader du marché marocain des télécommunications avec un parc de 19,3 millions de clients.

CÔTE D'IVOIRE

Un gendarme abattu avec son arme de service à Abidjan

Un sous-officier de la gendarmerie nationale a été abattu avec son arme de service dimanche après-midi à une gare de taxis intercommunaux de la commune de Yopougon à Abidjan par des soit-disant syndicalistes du secteur des transports.

Selon des sources sécuritaires, le gendarme en civil à cette gare voulait s'interposer dans une bagarre entre un passager et des syndicalistes lorsqu'il a été pris à partie par ces derniers qui lui ont asséné des coups de couteau avant de lui arracher son arme de service pour tirer sur lui à bout portant. Le gendarme, sérieusement amoché, a été évacué ensuite dans un centre de santé où il a été déclaré mort.

Le gendarme, un maréchal des logis du nom de Sony Tiékou, était en service à Abengourou (est, 210 km d'Abidjan).

Il séjournait à Abidjan pour les funérailles de sa mère décédée quelques jours plus tôt.

TUNISIE

Vingt-six migrants clandestins sauvés et un corps repêché dans deux tentatives d'émigration distinctes

Le corps d'un émigrant clandestin a été repêché au large des côtes de la province tunisienne de Sfax (est) et dix-huit autres migrants ont été sauvés dans une tentative échouée d'émigration irrégulière, a-t-on appris lundi auprès de la Garde nationale tunisienne.

Porte-parole de la Garde nationale, Houcem Jbabli a indiqué que ces émigrants ont été interceptés au large d'El Aouabed alors qu'ils tentaient de franchir les frontières maritimes suite au naufrage de leur embarcation.

Ces dix-huit individus sont originaires des provinces orientales de Sousse et Sfax, et deux d'entre eux sont recherchés dans des

affaires de droit commun.

Par ailleurs, le responsable tunisien a révélé qu'une tentative de franchissement illégal des frontières maritimes a été déjouée par des unités des garde-côtes, dans la nuit de dimanche à lundi, au large de Ras Jebel dans la province de Bizerte, au nord-est du pays.

Dans cette affaire, huit individus ont été placés en garde à vue tandis que les unités sécuritaires ont pu saisir des devises étrangères. Une enquête est instruite par les brigades maritimes de Bizerte et de Sfax contre les organisateurs et passeurs de ces tentatives de migration irrégulière.

Les entreprises privées chinoises occupent un rôle important dans l'économie ces 70 dernières années

Les entreprises privées chinoises ont connu une croissance fulgurante ces sept dernières décennies, occupant un rôle important dans l'économie, selon les données officielles publiées lundi. La Chine ne comptait que 443.000 entreprises privées en 1996, et leur nombre a grimpé à 14.369 millions en 2017, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 18%, a indiqué le Bureau d'Etat des statistiques dans un rapport. Les entreprises privées se taillent aujourd'hui la part du lion en représentant presque 80% du nombre total d'entreprises chinoises en 2017, contre seulement 16,9% en 1996.

La Chine abritait environ 4,40 millions d'entités juridiques en 1996, et ce nombre a bondi à environ 22 millions en 2017, augmentant d'environ 8% par an en moyenne. Le rythme de croissance s'est accéléré durant la période 2012-2017 pour atteindre 15,7% en moyenne annuelle, d'après le rapport.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(Africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-ébats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
Innoveille les Manguiers (Mota), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Mardi 10h-18h
Mercredi 10h-18h
Jeudi 10h-18h
Vendredi 10h-18h
Samedi 10h-18h
Dimanche 10h-18h

TRIBUNE LIBRE

ECO: future monnaie CEDEAO-UEMOA et révolution monétaire en zone CFA

La création, l'existence et le fonctionnement du franc CFA soulèvent des passions dans la zone franc. Il en sera ainsi de l'ECO, future monnaie au sein de l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'ouest africain, soit huit pays- élargie aux pays de la CEDEAO - Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest, créée par le traité de Lagos le 28 mai 1975, l'acronyme en anglais étant Economic community of west african states -Ecowacs).

Paris a longtemps été accusé de ne pas modifier le fonctionnement de la zone franc aux motifs que celle-ci bénéficie aux opérateurs économiques français. C'est la thèse défendue par les contempteurs de la zone franc qui parlent de servitude volontaire. Pour les tenants de l'arrimage du franc CFA à l'euro, le parapluie monétaire français est indispensable car il permet aux économies de la zone franc (les pays membres de l'UEMOA-huit pays- et ceux de la CEMAC-Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale- huit pays) de consolider les structures réelles et monétaires de leurs économies. La zone franc est hétérogène car il y a inconvertibilité entre le franc CFA ouest-africain et le franc CFA CEMAC. Pourquoi est-ce ainsi ? Existe-t-il une volonté de la France d'utiliser une stratégie monétaire de réseau voulue afin de partitionner la zone franc ? La création de l'ECO ne suffit pas à apaiser les craintes au sein de la zone franc CEMAC et on se demande pourquoi cette révolution monétaire, voulue par la France au sein de la zone franc, ne concerne que les pays de l'UEMOA en laissant de côté ceux de la zone CEMAC.

Les questions techniques et monétaires seront importantes dans la zone ECO

Pour les contempteurs de la zone franc, on peut noter plusieurs problèmes. Sur quels critères sera décidé le taux de change fixe ou flexible ? Les thuriféraires de l'ECO estiment qu'il faudra rattacher la parité à l'euro pour un taux de change fixe, c'est la thèse du président Ouattara de Côte d'Ivoire. Pour d'autres, il faut rechercher un panier de monnaie afin d'utiliser un taux de change flexible. Sur quels critères seront retenues les monnaies qui rentreront dans la composition du taux de change flexible ? Le problème est qu'il faut déjà au départ créer un vaste marché unique entre les pays membres de la zone, ce qui permet les échanges commerciaux entre ceux-ci et de favoriser la mobilité des facteurs de production travail et capital en cas de difficulté économique d'un pays au nom de la théorie des zones monétaires optimales élaborée par Mundell dans les années 60. Or rien de tout cela dans cette nouvelle zone ECO naissante et on répète les mêmes erreurs qu'au moment de la création du franc CFA. La France, subtilement, élargit son marché d'impact pour ses entreprises en direction des pays anglophones et le président Macron ne s'en est jamais caché, à savoir dépasser le cercle traditionnel de la francophonie classique vers une francophonie plus ouverte sur le monde africain.

Le fonctionnement éventuel de la nouvelle zone ECO

Sur quels critères se fera l'ajustement quand un pays aura des problèmes d'équilibre externe. Faudra-t-il une politique de relance budgétaire par des dépenses en veillant à ne pas porter atteinte à la valeur de l'ECO ou alors demander des efforts collectifs aux autres pays pour l'aider financièrement ? Si on veut un modèle monétaire qui tienne un peu la route, il faudra au sein de la zone monétaire créer des banques de développement pour promouvoir le réel développement économique grâce aux crédits à des taux bonifiés et garantis par la banque centrale de la zone ECO. Ces crédits permettront d'amorcer le cycle de l'investissement utile pour la création de nouvelles activités. Le problème monétaire est important certes, mais il demeure secondaire par rapport à celui de l'organisation politique, institutionnelle, structurelle, technique et économique des pays membres de la nouvelle zone.

Lucien Pambou
Professeur de Sciences économiques et politiques
Paris, France

G5 SAHEL

Paris et Berlin annoncent des financements additionnels

Face à l'extension de la menace terroriste, la France et l'Allemagne ont annoncé, le 25 août au cours d'une conférence de presse conjointe à Biarritz, un soutien plus important à la force G5 Sahel.

Pour venir en aide aux pays du Sahel, les deux pays ont appelé à un nouveau partenariat « élargi » aux pays voisins de la région. Emmanuel Macron a expliqué au cours de son allocution des « rallonges » et des « financements additionnels » plaidant pour un « double moteur : sécurité et développement ». Ces fonds supplémentaires serviront à financer le développement de la région du Sahel pour « pouvoir la stabiliser ». Beaucoup de pays de la Cédéao sont touchés de près ou de loin par l'instabilité au Sahel. Au sommet du G7, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont évoqué l'importance de mieux armer et mieux former les militaires et policiers de la région, afin de redéfinir le « périmètre de sécurité » compte tenu de l'évolution terroriste.

En clair, la France et l'Alle-

magne souhaitent associer les pays du golfe de Guinée, notamment le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Ghana, aux efforts du G5 Sahel.

Un aspect qui sera débattu en septembre à Ouagadougou lors d'un sommet de la Cédéao qui penchera sur la création d'une large coalition militaire englobant les Etats du G5 et quelques-uns de leurs voisins. Cependant, le président ivoirien, Alassane Ouattara, a déjà plaidé pour « une synergie » entre G5 Sahel, Cédéao et Afrique centrale, évoquant même la participation du Cameroun. De son côté, le président Kaboré du Burkina Faso, invité au G7, a rappelé l'importance de trouver une solution politique à la crise libyenne, indissociable de l'insécurité au Sahel.

« C'est une gangrène qui se propage et nous avons es-

timé qu'il était important que l'ensemble des partenaires trouvent une solution à la question libyenne qui nous permette de freiner la progression du terrorisme non seulement dans le Sahel mais aussi dans les pays côtiers qui nous environnent », a déclaré Roch Marc Christian Kaboré. Pour Angela Merkel, pas question toutefois d'envoyer plus de soldats dans la région. Environ deux cents militaires allemands soutiennent déjà la mission des Nations unies au Mali. Pour l'instant, la France et l'Allemagne cherchent encore à convaincre d'autres bailleurs de fonds et pas seulement au sein du G7 à s'engager en faveur de ce nouveau partenariat pour le Sahel. Pour le chercheur Mahamadou Sawadogo, spécialiste des questions de sécurité au Burkina, le G5 est arrivé à un tournant de son fonctionnement. Et ces changements sont « inévitables ».

Josiane Mambou Loukoulou

AMAZONIE

La Grande Bretagne promet dix millions de livres

En marge du sommet du G7 à Biarritz, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a annoncé, le 26 août, cette aide pour permettre aux pays de la région de faire face à la reforestation du plus grand bassin du monde, en proie présentement à des incendies.

L'enveloppe, d'une valeur d'environ onze millions d'euros, sera mise à disposition immédiatement pour aider à réhabiliter la forêt ainsi que l'habitat des populations affectées, a annoncé le gouvernement britannique dans un communiqué. L'annonce a été faite avant le début d'une session du sommet du G7 consacrée à l'environnement, au cours de laquelle sera abordé

la situation en Amazonie, qui provoque une vive inquiétude internationale.

« Au cours d'une semaine où nous avons tous regardé, horrifiés, la forêt tropicale amazonienne brûler sous nos yeux, nous ne pouvons échapper à la réalité des ravages que nous infligeons au monde naturel », a déclaré Boris Johnson, cité dans un communiqué. La même

source confirme, par ailleurs, que le Royaume-Uni espère accueillir la conférence sur le climat, la COP-26, en 2020. Les derniers chiffres rendus publics par des sources concordantes indiquent que 79 513 feux de forêt ont été répertoriés au Brésil depuis le début de l'année, dont un peu plus de la moitié en Amazonie. Et sous la pression internationale, les autorités brésiliennes ont fini par entrer en action le 25 août dans ce poumon de la planète en envoyant deux avions C-130 Hercules.

Nestor N'Gampoula

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Le colonel d'Aviation à la retraite Tsoumou Georges Black-Djo et les enfants Tsoumou informent les parents, amis et connaissances que la cérémonie des obsèques de leur épouse et mère, Mme Thongo Pémbé Marie-Delphine "PMD" se déroulera selon le programme ci-après :

Mercredi 28 août 2019

13h : mise en bière à la Morgue Municipale de Brazzaville, levée de corps et départ pour le domicile familial sis au n° 6 de la rue Mas-sangui Diata

Judi 29 août 2019

8 h : recueillement des paris, amis et connaissances
11 h : départ pour Indo Sibiti

Vendredi 30 août 2019

11 h : messe au consistoire EEC d'Indo Sibiti
14 h : inhumation au Cimetière familial d'Indo Sibiti

Samedi 31 août 2019

Retour des délégations à Brazzaville.
Que la terre lui soit légère.



G7 DE BIARRITZ

Le G5 Sahel s'invite au sommet

Alors que le terrorisme continue de sévir au Sahel, le président français Emmanuel Macron veut mobiliser plus d'acteurs, lors du sommet du G7, pour soutenir la coopération militaire dans la région et dans le financement des projets de développement.

Lors du sommet du G7 qui s'est ouvert le 24 août à Biarritz, il a été question de financement du G5 Sahel. Cet instrument de coopération militaire et de développement avait été mis en place par cinq pays de la région (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger Tchad) en 2014 pour lutter contre le terrorisme. Le président français Emmanuel Macron a invité le Japon et le Canada à rejoindre l'Alliance Sahel, créée par Paris et Berlin en 2017 pour financer les projets de développement et mieux coordonner les aides internationales dans cette partie de l'Afrique, minée par les conflits intercommunautaires et dont les populations dans des zones reculées sont abandonnées par les États. La plate-forme dite de coopération internationale regroupe déjà huit pays membres de l'Union européenne ainsi que les États-Unis. À Biarritz est présent le président burkinabè, Roch Christian Kaboré, président par intérim du G5 Sahel. Son pays a été endeuillé par des attaques de groupes armés terroristes contre l'armée dans la province de Soum au Nord. Au lendemain de l'attentat, Roch Christian Kaboré avait déclaré sur Twitter : « J'appelle le peuple Burkinabè à

rester toujours debout dans cette lutte de longue haleine contre le terrorisme ».

Lori-Anne Theroux-Bénoni, directrice de l'Institut d'études pour la sécurité (ISS), a déclaré que les attaques jihadistes contre les cibles militaires au Burkina Faso comme ailleurs dans le Sahel visent « à montrer leur puissance de feu, mais c'est aussi une façon de se ravitailler en armes et en munitions. Ce type d'attaques intervient parfois en prélude à des attaques plus larges ». Ces attaques sont une provocation des groupes jihadistes à l'encontre de la force conjointe du G5 Sahel, qui peine à gagner en efficacité, appelée à compter cinq mille militaires.

L'attentat au Burkina Faso rappelle surtout la débacle de la force régionale, et met en lumière la difficulté à lutter contre les groupes jihadistes sur un territoire désertique cinq fois plus grand que la France. Et le G5 Sahel attend toujours les contributions financières à son fonctionnement, évaluées à quatre cents millions d'euros, promises par la communauté internationale depuis sa création en 2014. Il déplorait le manque de moyens à l'issue d'une réunion ministérielle à huis clos organisée par la France avec les membres du Conseil de sécurité. « On est à plus de quatre mille hommes mais les équipements majeurs manquent encore et tardent à se mettre en place. On attend toujours des moyens qui tardent à venir », a regretté Ould

Sidi. Il semble avoir été entendu. L'UE a annoncé en juillet, une aide de 138 millions d'euros, qui doit permettre de renforcer les capacités militaires du G5. « Les groupes jihadistes ont démontré leur capacité à s'adapter à la riposte des dispositifs qui sont mis en place et généralement à les contourner », explique William Assanvo, chercheur de l'ISS détaché au Burkina-Faso. Pour Lori-Anne Theroux-Bénoni, directrice de l'ISS, le volet militaire du G5 Sahel a été un échec. Il a surtout pris le dessus sur les autres axes de l'initiative régionale qui donnent la priorité au développement et la gouvernance. Le G5 Sahel doit donc engager « *urgemment les réformes qui lui permettront de consolider et de préserver sa légitimité en tant que cadre de coordination régionale interétatique* », a-t-il ajouté. « Cette force fait face à des problèmes de financement qui limitent ces actions. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle règle seule le problème. L'outil militaire est juste censé apporter la sécurité dans les zones où le développement, la résilience, les infrastructures, la gouvernance doivent être » prioritaires. Emmanuel Macron et Angela Merkel ont compris en initiant l'Alliance Sahel et en mobilisant d'autres partenaires à Biarritz. Les bailleurs regroupés au sein de cette Alliance doivent financer plus de six cents projets dans les pays de la région, pour un montant total de neuf milliards d'euros.

Noël Ndong

Paris appelle à redéfinir «le périmètre de sécurité» du G5 Sahel

À l'issue d'une réunion du G7, consacrée à l'Afrique, les présidents burkinabè Kaboré et français Macron ainsi que la chancelière allemande Merkel ont tenu une conférence de presse sur la région du Sahel.

Paris et Berlin ont annoncé une nouvelle plus importante au G5 Sahel en vue de faire face à « l'extension de la menace terroriste au Sahel ». Ils ont plaidé pour un nouveau partenariat « élargi » aux pays voisins de la région.

Ils ont souligné l'importance d'un bon armement et d'une bonne formation des militaires et policiers de la région et une vraie aide aux pays voisins, parfois touchés par l'instabilité au Sahel.

Emmanuel Macron a appelé à une redéfinition du « périmètre de sécurité », souhaitant y associer les pays du Golfe de Guinée, notamment le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Ghana, en tenant compte de l'évolution terroriste.

Les pays susceptibles d'être concernés sont les membres de la Cédéao. Cette nouvelle nomenclature sécuritaire va être décidée lors d'une rencontre franco-allemande avant la fin de l'année. Un prochain sommet de la Cédéao se tiendra mi-septembre à Ouagadougou. Il déterminera le cadre de la création d'une large coalition militaire qui devrait englober les États du G5 et quelques pays voisins.

Le président ivoirien, Alasane Ouattara, a déjà plaidé pour « une synergie » entre G5 Sahel, Cédéao et Afrique centrale, évoquant même la participation du Cameroun.

De son côté, le président Roch Marc Kaboré du Burkina Faso, invité au G7, a rappelé l'importance de trouver une solution politique à la crise libyenne, indissociable de l'insécurité au Sahel. Angela Merkel est opposée à toute augmentation des effectifs militaires.

Deux cents militaires allemands soutiennent déjà la Minusma, ce qui semble suffisant à Berlin.

Paris et Berlin veulent convaincre d'autres bailleurs de fonds à s'engager en faveur de ce nouveau partenariat pour le Sahel, « trop vague aux yeux des ONG », et déçues par la non prise en compte du thème principal du sommet de Biarritz, à savoir la lutte contre les inégalités.

En rappel, le G7 est composé des États réputés en 1975 être les plus grandes puissances avancées du monde (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). Par contre, le G5 Sahel est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. Ce groupe compte cinq États du Sahel : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

N. Nd

COMMERCE

Pékin et Washington convient à nouveau au dialogue

La Chine et les Etats-Unis ont exprimé, le 26 août, leur volonté de poursuivre les discussions dans l'espoir de résoudre la guerre commerciale, après l'annonce, en fin de semaine dernière, de nouvelles hausses mutuelles de droits de douane.

Les deux parties pensent qu'elles peuvent trouver un terrain d'entente avant l'entrée en vigueur de nouvelles sanctions réciproques. Pour ce faire, les dirigeants chinois ont appelé au calme et à la « coopération », au moment où la monnaie chinoise est repartie à la baisse, accroissant la pression sur le commerce américain. Elle a notamment chuté le même jour, cédant 0,74% à 7,1481 yuans pour un dollar, soit son niveau le plus bas depuis début 2008. Ce qui rend automatiquement meilleur marché les exportations chinoises mais renchérit à l'inverse les produits américains sur le marché du géant asiatique.

D'après la presse financière, le principal négociateur chinois, Liu He, a assuré que son pays était prêt à « résoudre calmement le problème par des consultations et la coopération ». Il a ajouté que Pékin est « résolument opposé à l'escalade de la guerre commerciale qui n'est bonne ni pour la Chine, ni pour les Etats-Unis, ni pour les peuples du monde ».

De son côté, le président américain, Donald Trump, a annoncé à Biarritz, lors du sommet du G7 que son pays allait reprendre « très prochainement » les négociations avec la Chine. « La Chine a appelé la nuit dernière (...) Elle a dit revenons à la table des négociations alors on va y revenir (...) On va recommencer très prochainement à négocier », a-t-il relevé, sans citer de date.

Pour Mitul Kotecha, économiste à la banque Toronto-Dominion, dans le contexte actuel où « les gants de

boxe sont sortis des deux côtés (...), la dépréciation du yuan fait office d'amortisseur tout trouvé face aux droits de douane américains ». « Tant que cette baisse reste sous contrôle et qu'elle n'entraîne pas de fuite des capitaux, on peut s'attendre à une nouvelle dépréciation », a-t-il déclaré à l'agence financière Bloomberg.

La communauté internationale espère que Chinois et Américains vont parvenir à régler leur différend commercial, dont les nouvelles hausses de droits de douane mutuelles inquiètent de plus en plus entreprises et marchés. L'optimisme est affiché puisque lors de leur dernière négociation à Shanghai fin juillet, les deux parties avaient convenu de se revoir en septembre aux Etats-Unis.

La semaine dernière, le conflit commercial entre les deux premières puissances économiques mondiales a pris un tour encore plus vif, lorsque la Chine a annoncé qu'elle allait relever ses droits de douane sur des produits américains représentant soixante-quinze milliards de dollars d'importations annuelles, en réponse à des sanctions commerciales américaines annoncées précédemment. Sans attendre, les Etats-Unis ont répliqué en annonçant des hausses plus fortes que prévu des surtaxes douanières sur les produits chinois, qui doivent entrer en vigueur le 1er septembre puis le 15 décembre.

Donald Trump est allé plus loin en sommant les milieux d'affaires américains de cesser de faire des affaires avec la Chine. Malgré ces menaces, la Chambre de Commerce américaine à Shanghai a prévenu que les entreprises américaines ne pouvaient pas se retirer de l'immense marché chinois, pour éviter que cela pénalise l'économie des Etats-Unis. « Le coût économique de la guerre commerciale est déjà considérable », a estimé la Chambre dans un communiqué.

Nestor N'Gampoula

ONU

Virginia Gamba plaide pour une coopération internationale

La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les enfants et les conflits armés a plaidé, dans son nouveau rapport, pour une coopération internationale accrue, afin de mieux protéger des millions d'enfants affectés.

L'année écoulée a été marquée par la persistance de violations graves à l'encontre de garçons et filles dans les conflits armés. Selon le document, ces conflits continuent d'avoir un impact dévastateur sur les enfants, avec une augmentation des meurtres et des mutilations en 2018.

« La communauté internationale a la responsabilité collective d'agir pour mettre fin aux violations graves contre les enfants, qui peuvent constituer des indicateurs précoces d'une escalade du conflit », a déclaré la représentante spéciale, Virginia Gamba, dans un communiqué de presse publié le 23 août. Le rapport, qui porte sur la période entre août 2018 et juillet 2019, montre que les mesures préventives doivent bénéficier du même niveau d'attention et des mêmes ressources que les mesures de réparation. Dans ses recommandations aux États membres, Virginia Gamba souligne l'importance de la protection de l'espace humanitaire et de l'accès sans entrave des acteurs

humanitaires et de protection.

Parmi les défis, la représentante spéciale a mis en exergue la détention d'enfants pour des raisons de sécurité, y compris des enfants d'origine étrangère. Elle a appelé les gouvernements et les États membres concernés à faciliter la réintégration et le retour des garçons et des filles dans le respect du droit international, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle a en outre exhorté les États membres à traiter principalement comme des victimes les enfants accusés d'association réelle ou présumée avec des parties à un conflit, en rappelant que la détention ne devrait être utilisée qu'en dernier recours et pour une durée aussi brève que possible.

En avril 2019, Virginia Gamba a lancé la campagne ACT, afin de générer davantage de soutien et d'actions pour protéger les enfants touchés par la guerre. Elle a également lancé la coalition mondiale pour la réintégration des anciens enfants soldats, coprésidée par l'Unicef, dans le but de trouver des moyens novateurs de soutenir durablement les programmes de réintégration des enfants. Une collaboration qui a produit des progrès tangibles pour la protection des enfants particulièrement en Centrafrique, en Syrie, au Yémen et en RD Congo.

Josiane Mambou Loukoula

ACCORD CONGO-FMI

Isidore Mvouba invite les députés à veiller au strict respect des conditions de son succès

Dans le cadre du suivi de l'action gouvernementale après la signature, le 11 juillet dernier, de l'accord de facilité élargie de crédit entre le Congo et le Fonds monétaire International (F.M.I), le président de l'Assemblée nationale a appelé le 23 août les parlementaires à s'approprier la quintessence de cet accord et veiller au strict respect des conditions de son succès.

« L'Assemblée nationale qui postule à être le chevalier blanc de la bonne gouvernance doit donner la mesure de son talent pour que dans trois ans le Congo retrouve ses équilibres macro-économiques », a déclaré Isidore Mvouba, à la clôture de la sixième session ordinaire administrative, avant d'ajouter, « Un tel succès, chers amis, passe par une rigueur budgétaire qui récuse les dépenses hors budget et sacralise la restructuration de notre dette qui, comme un boulet, tire notre économie vers le bas ».



Isidore Mvouba

Le président de l'Assemblée nationale a, par ailleurs, exhorté le gouvernement à engager sans délai, et avec dé-

termination les négociations avec les traders.

« Un tel challenge, nous l'avons compris, pose en

termes de nécessité absolue la mise en place des réformes structurelles avec à la clé, l'amélioration

du climat des affaires, levier indispensable de la diversification de notre économie. Il est admis, et nous l'avons compris tous, qu'au moindre dérapage, l'accord sera irrémédiablement compromis. Comme l'Assemblée nationale a intériorisé cette réalité cardinale, elle s'est à coup sûr, mise sur orbite pour relever ces défis », a renchéri le président de l'Assemblée nationale.

Isidore Mvouba a, en outre, appelé le même gouvernement au respect scrupuleux des recommandations arrêtées lors du dernier débat d'orientation budgétaire. « Ces recommandations exigent, une fois de plus, une meilleure gouvernance économique et financière et requièrent de la part de l'exécutif des réformes susceptibles de stimuler l'inclusion et renforcer la résilience », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koumba

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



AVIATION CIVILE

L'aéroport Maya-Maya bientôt doté d'un nouveau bloc technique

Les travaux de construction de cet édifice technique ont été lancés, le 26 août à Brazzaville, par le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Fidèle Dimou. Le coût des travaux s'élève à plus de deux milliards FCFA, financés par l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna).

Les travaux à réaliser concernent la construction d'un bâtiment de deux niveaux, sur une superficie totale de 2933, 42 m². L'immeuble va abriter l'ensemble des services techniques de navigation aérienne dans l'espace de la région d'information en vol, une structure technique qui gère les espaces aériens du Congo ; du Gabon ; de la Centrafrique ; du Cameroun ; de la Guinée équatoriale, y compris les aéroports de Brazzaville, Pointe-Noire et d'Ollombo.

« Ce bâtiment abritera les structures de la circulation aérienne d'approche et d'aérodrome, de la publication d'informations aéronautiques, de la prévision et de la transmission des informations dans le domaine de la météorologie aéronautique ainsi que les

services de maintenance des équipements aéroportuaires », a précisé le représentant de l'Asecna auprès de la République du Congo, Joachim Tchisambou Mboundou.

Le sous-sol de cet édifice est prévu pour abriter uniquement le local technique. Le rez-de-chaussée est réservé, entre autres, aux bureaux de piste, au local des archives et entretien, aux salles de repos hommes et femmes, aux bureaux de caisse, de facturation, de réseau système et informatique, mais également aux salles de supervision et d'énergie.

Au premier étage seront construits les bureaux des chefs de service technique et opérationnel, des cellules d'instruction de la navigation aérienne, des salles d'exploitation et des



Une vue de la maquette du bloc technique à construire

ateliers de maintenance. Au deuxième niveau seront aménagés plusieurs bureaux techniques, des salles de réunion, de simulateur et d'exploitation d'information en vol. Le coût total des travaux est estimé à deux milliards deux cents millions de francs CFA, à réaliser en quinze mois.

Sur le même site, se

construit aussi une nouvelle tour de contrôle moderne. L'objectif de l'Asecna est de doter l'aéroport international Maya-Maya d'infrastructures aéroportuaires de dimension internationale.

Il faut rappeler que l'Asecna est un établissement public international régi par la Convention de Dakar révisée en 2010.

Elle a été créée à Saint Louis au Sénégal le 12 décembre 1959. Dirigée par Mohamed, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar regroupe dix-huit États membres. Sa mission essentielle est de garantir la sécurité de la navigation aérienne.

Firmin Oyé

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Des habitants de Makélékélé et Ouenzé formés à la gestion de projets

Plus de cinquante membres des groupements associatifs bénéficient, depuis le 26 août, à Brazzaville, d'une série de formations sur l'ingénierie sociale et le management territorial.

La cession de renforcement des capacités des acteurs économiques locaux s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap). Cette phase concerne les acteurs du quartier Moukoundzi Ngoua-

« Nous voulons renforcer les capacités des différents acteurs, les rendre endogènes, pour qu'ils travaillent dans leurs bases et sensibilisent leur communauté. Il y a tout un processus pour arriver à structurer les différents quartiers selon une territorialisation de politique »

femmes », etc.

Pour l'un des formateurs, Bah, la formation va aider les bénéficiaires à prendre en main le développement de leurs localités. « Nous voulons renforcer les capacités des différents acteurs, les rendre endogènes, pour qu'ils travaillent dans leurs bases et sensibilisent leur communauté. Il y a tout un processus pour arriver à structurer les différents quartiers selon une territorialisation de politique », a indiqué ce formateur. Lors de l'ouverture des travaux, le responsable de communication du Durquap, Dan Ibiassy, a rappelé l'importance de la formation et invité les participants à en tirer profit afin d'être dynamiques sur le terrain. La formation sera sanctionnée par la remise des certificats aux participants. En rappel, le Durquap, lancé en avril 2017, est cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale.

Fiacre Kombo
et Carmela Makita (Stagiaire)



Les participants lors de l'ouverture de l'atelier

ka, dans l'arrondissement 1 Makélékélé, et Sukissa, dans l'arrondissement 5 Ouenzé. D'après les initiateurs, cette activité vise à permettre aux bénéficiaires du Durquap de s'approprier les enjeux du développement local. Les participants seront emmenés à comprendre le processus engagé pour promouvoir des quartiers viables, salubres et économiquement forts. Les échanges sous forme d'atelier sont animés par des experts internationaux. Les bénéficiaires sont membres des associations comme « La Colode », « La Caisse des



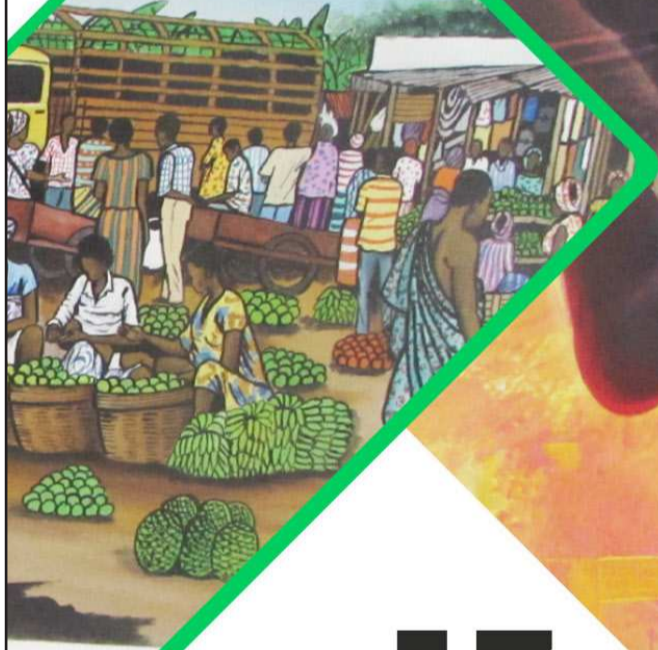
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

Marché du village
Nzimmy B



A la recherche du bonheur
Tumbe Chris

13
du Août

Au **12**
Octobre 2019

Les géants de la forêt
Zénon Mosséli



Musée
du Bassin du **Congo**

Contacts
+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse
84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo



COMPÉTITIONS AFRICAINES DES CLUBS

L'AS Otohô et l'Etoile du Congo débarquées prématurément

Mamelodi Sundowns et les Pyramids FC n'ont pas fait de détails lors qu'ils ont respectivement affronté les clubs congolais aux tours préliminaires.

Les Sud-africains ont écrasé l'AS Otho, le 24 août à Pretoria, 4-0 en match retour de la Ligue des champions. Les Egyptiens, bien partis après leur victoire à l'aller, ont terminé le travail à Brazzaville en s'imposant 1-0 devant l'Etoile du Congo le jour d'après.

Conséquence, il n'y a plus de clubs congolais en lice. Cela fait onze ans que le football congolais n'avait plus vécu ce scénario. En 2008, en effet, les Diables noirs et la Jeunesse sportive de Talangaï ont été respectivement éliminés par Enyimba FC en Ligue des champions et le Mont Cameroun en Coupe de la Confédération. L'élimination des deux clubs congolais a un point commun. Les rencontres à l'extérieur ont été très fatales pour les représentants. Partie avec un maigre avantage de deux buts à un, l'AS Otho a vite grillé sa précieuse carte dès les quarante-cinq premières minutes.

L'équipe entraînée par Ghislain Tchiamas a été éliminée dès le premier quart d'heure. En ouvrant le score à la 14e minute, Gaston Sirino avait déjà effacé l'avantage des Congolais avant de placer les Sud africains devant. La suite des débats a largement tourné en faveur des locaux, lesquels sécurisent de belle manière leur avantage en



L'AS Otho écartée par les Mamelodi Sundowns/Photo Kwamy



Il n'y a pas eu de miracles pour l'Etoile du Congo/Adiac

marquant les trois autres buts à la 25e minute par Mosa Lebusa, à la 34e par Gaston Sirino puis à la 40e minute par Themba Zwane. L'AS Otho doit s'en prendre qu'à elle-même. Au match

aller disputé à Owando, ses joueurs se sont procurés une montagne d'occasions qu'ils n'ont pas su exploiter. Le même refrain des premières parties manquées a été observé chez l'Etoile

du Congo. Les Stelliens avaient perdu leur qualification au match aller dès qu'ils avaient encaissé trois buts à la première demi-heure. John Antwi avait déjà fait un doublé à la 12 et 26e minute.

Eric Traoré avait inscrit le deuxième but dans l'intervalle des deux buts. L'Etoile du Congo s'était inclinée 1-4. Il fallait gagner par trois buts à zéro au match retour à Brazzaville pour priver les Egyptiens d'une qualification qui leur tendait déjà les bras. Mais sur le terrain, les Stelliens n'ont pas relevé le défi car durant la première mi-temps ils n'ont eu que peu d'arguments à faire valoir. Ils ont, d'ailleurs, concédé un but à la 33e minute qui a rendu leur équation impossible. Sur un contre bien mené, Eric Traoré décalait Islam Attia pour l'ouverture du score. Les Egyptiens ont ensuite mieux géré la suite des débats en ne concédant que trop peu d'occasions en seconde période. Les attaquants stelliens, Rochel Kivouri et Serdège Nsouari, ont buté sur le gardien des Pyramids. Il y avait du léger mieux par rapport à la première mi-temps au cours de laquelle l'Etoile du Congo n'a tenté aucun tir.

Ce n'est pas pour la première fois que l'Etoile du Congo quitte la compétition dès les préliminaires. En 2015, les Stelliens avaient été écartés par MK Etanchéité à cette même étape de la compétition. L'AS Otho qui rêvait d'aller le plus loin possible a enregistré sa deuxième élimination à cette étape de la compétition en trois participations. Des statistiques qui poussent à la réflexion.

James Golden Eloué et Rude Ngoma (stagiaire)

DISPARITION

La dépouille de Fernand Mabala arrivée hier à Brazzaville

La dépouille mortelle de l'artiste musicien Fernand Mabala décédé le 4 août à l'hôpital Charles Foix, un centre hospitalo-universitaire gériatrique à Ivry-sur-seine près de Paris (France), est arrivée à Brazzaville par le vol régulier d'Air France. L'inhumation aura lieu le 28 août.

Le programme communiqué par le comité d'organisation des obsèques prévoit le mardi 27 août : la levée de corps à la morgue municipale à 14h00, pour se rendre

au domicile familial, sis rue Mbochis n°11 Mougali ; 15h à 18h : recueillement familial ; 18h30 : départ du cortège funèbre pour l'École de peinture de Poto-Poto. De 18h30 jusqu'à l'aube : veillée culturelle pour un dernier hommage à l'artiste disparu, animée par des artistes musiciens et des sapeurs. A cette occasion, tous les artistes et les mélomanes de la musique congolaise y sont massivement conviés.

Le mercredi 28 août, interviendra la cérémonie officielle de recueillement à 10h00. À 12h sera organisée une messe surplace, et c'est à 14h que le cortège funèbre se dirigera au cimetière Mâ Campagne VIP pour inhumation.

Notons que Fernand Mabala est mort à l'âge de 60 ans.

Bruno Okokana



CONSEIL MUNICIPAL ET DÉPARTEMENTAL DE LA VILLE OCÉANE

Un bilan peu satisfaisant

24 août 2017-24 août 2019, cela fait exactement deux ans que le bureau exécutif du Conseil municipal et départemental de Pointe-Noire présidé par Jean François Kando a été investi. À cette occasion, le bureau a fait un bilan à mi-parcours de son mandat, le 24 août, au cours d'un déjeuner de presse.

Jean François Kando, vingt-neuvième maire de Pointe-Noire et maire du centenaire en mai 2022, a, au cours de cette rencontre avec les directeurs départementaux et représentant des medias en présence des administrateurs maires des arrondissements et du district de Tchiamba-Nzassi, mis à leur disposition quelques indicateurs sur les projets réalisés, en cours de réalisation et les perspectives. En effet, son exposé a été focalisé sur le dossier administratif des agents municipaux, la reconstruction du réseau routier, la construction des marchés des arrondissements et la célébration du centenaire de la ville de Pointe-Noire en 2022. « Deux ans de service, c'est peu et beaucoup », a indiqué Jean François Kando.

Evoquant le problème administratif des agents municipaux avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), il a indiqué que l'actuel bureau exécutif du Conseil municipal et départemental a pris à cœur

ce dossier et a amorcé le paiement de la dette. « La mairie avait accumulé une dette de trois milliards cinq cents millions des cotisations des agents admis à la retraite. Nous avons amorcé le paiement de cette importante somme et signé un moratoire avec la CNSS pour permettre à ces anciens travailleurs de percevoir leur pension. C'est important de payer cet argent parce qu'il s'agit des gens qui ont travaillé. La situation était compliquée au départ parce qu'on avait signé une prescription de non-paiement. Ce qui a fait que la dette galope. Nous avons commencé le paiement et aujourd'hui nous sommes à huit cents millions », a-t-il assuré. Toujours dans le même volet, le Conseil a résolu le problème d'un groupe de personnes qui partaient en Europe sous prétexte de maladie mais qui percevaient régulièrement leur salaire, les avantages conventionnaire des agents municipaux et le non-paiement des indemnités de fin de carrière. Cependant, il a rassuré qu'aujourd'hui l'agent municipal de Pointe-Noire est assez nanti grâce à un salaire régulier.

Nous voulons corriger et consolider les routes

Le deuxième point largement détaillé a été la reconstruction



Jean François Kando entouré de ses secrétaires Adiac

du réseau routier de la ville jugé vétuste. En effet, le Conseil a décidé de tout décapier pour reconstruire des nouvelles routes avec les caniveaux pour mettre fin aux nombreux dégâts matériels que causent les eaux de pluies. « Tout le réseau routier de notre ville est vétuste parce que certaines routes datent de 30 à 40 ans. Il était donc nécessaire de tout décapier pour reconstruire des nouvelles et, surtout, faire une grande route de référence qui ira jusqu'au port », a-t-il indiqué.

A côté de la construction des routes, Jean François Kando a souligné le problème de

l'éclairage public qui n'existe presque plus. Mais, avec l'appui de certains opérateurs, la Société nationale d'électricité va améliorer l'éclairage public, de même que les feux de signalisation. « Nous sommes encore très loin de la ville que nous voulons parce que la ville n'a pas les moyens de sa politique », a poursuivi le premier citoyen de la ville. S'agissant des projets en perspective, la municipalité est en négociation avec ces partenaires pour obtenir un financement en vue de construire les marchés dans chaque arrondissement afin de mettre fin aux petits marchés qui envahissent

la ville. Jetant les bases sur la célébration du centenaire de Pointe-Noire en mai 2022, le président du Conseil municipal et départemental a appelé les journalistes à se joindre eux pour consolider cet espace d'échanges. « Je souhaite que cet espace s'organise dans la gestion participative pour la construction de la ville », a signifié le maire avant d'informer la presse de l'importante réunion qui aura lieu la semaine prochaine entre la police et les chauffeurs de taxis et bus de la ville économique.

Charlem Léa Itoua

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso immeuble les manguiers (Mpa) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

PCT

Clôture des assemblées générales et sessions extraordinaires

Débutées depuis le 13 juillet dans les différents arrondissements de la ville océane et le district de Tchiamba-Nzassi, sous l'égide du président fédéral du Parti congolais du travail (PCT), Victor Foudi, ces assises se sont achevées le week-end dernier par la tenue des assemblées et sessions extraordinaires des comités du parti de Mvou-Mvou et Mongo-Mpoukou.



Tribune officielle

S'exprimant aux membres du parti des deux arrondissements au cours des travaux, Victor Foudi a expliqué que le secrétariat fédéral accompagné de la commission de contrôle et d'évaluation organise ces assises pour, d'une part, introniser les nouveaux secrétariats de section et valider les membres du comité du parti et, d'autre part, compléter les secrétariats des comités de ces deux arrondissements.

Il s'agira, a poursuivi l'orateur, pour les membres du PCT du deuxième et cinquième arrondissement, d'envisager les mécanismes de mobilisation des militants et sympathisants du parti en vue de soutenir l'œuvre du camarade Denis Sassou N'Guesso, président du comité central du PCT, conformément à ses efforts louables permettant de sortir le pays de la crise économique et financière ainsi que dans la vulgarisation de l'accord de facilité élargie de crédit signé avec le

Fonds monétaire international. « *Je vous exhorte camarades membres du parti du deuxième et cinquième arrondissement à plus d'ardeur et au sens élevé et de discipline pour être conforme avec l'invite du président de la République à l'endroit du peuple congolais, à savoir privilégier sans cesse le travail créateur de richesse, pour permettre au Congo de valoriser des ressources et apporter des réponses aux défis de développement* », a-t-il déclaré. Notons qu'en plus des exemplaires des statuts du parti qui ont été distribués aux responsables du parti dans les différents comités d'arrondissement, ces assemblées ont aussi été caractérisées par les motions de soutien et de confiance respectivement au président du comité central et au secrétaire général du parti Denis Sassou N'Guesso et Pierre Ngolo.

Séverin Ibara

FOCUS

Échanges autour de la pleine conscience

Une conférence sur le développement personnel a été co-animée, le 24 août, à la Terrasse de Tié-Tié par le Dr Christian Bounbou, médecin diabétologue à Eni Congo et Alfred Charles Sockath.

«Lamuka : retour à la pleine conscience» a été le thème de la rencontre organisée par le Dr Christian Bounbou qui a axé sa communication sur les questions : comment être plus attentif ? comment augmenter son attention ? comment réapprendre à être présent ? Selon le Dr Christian Bounbou, la conscience est le premier pilier du développement personnel. Elle précède la motivation, l'action, la pensée, la sensation. Le développement personnel de l'humain est possible parce que l'on connaît ses forces et ses faiblesses. Il faut sans cesse s'évertuer à s'amender en travaillant ses faiblesses, souvent sources d'écueil et de blocage. En s'inspirant de l'exemple du cinéaste, qui sait créer des émotions, Dr Christian Bounbou a dit : «*Vous aussi vous pouvez créer les mêmes émotions. Aujourd'hui, on a pas besoin d'être au seuil de la porte pour changer. Il suffit d'utiliser régulièrement et de façon persévérante un certain nombre de pratiques* ».

Pour l'orateur, avec la pleine conscience, on a le discernement

nécessaire, l'habileté qu'il faut et la lucidité dans la réflexion. La pleine conscience, c'est développer la capacité d'être en phase sur une chose. « *Votre mental, c'est votre mécanisme de pensée, votre égo. Le but de la vie d'être heureux. Ne pas laisser ce qui se passe à l'extérieur déterminer ce qui se passe à l'intérieur* », a-t-il conclu en citant le dalaï-Lama. En s'inspirant des exemples vécus en entreprise, Alfred Charles Sockath a prodigué des judicieux conseils à tout entrepreneur potentiel qui aspire vers un développement personnel. L'être humain étant perceptible, il peut améliorer ses faiblesses qui l'empêchent souvent d'avancer et d'ajouter. Il ne faut pas confondre un échec et un projet. Si d'aventure un projet échoue, il faut renouveler l'expérience avec un autre qui peut être couronné de succès. Selon lui, il ne faut jamais remettre à demain ce qui peut être fait aujourd'hui et, surtout, avoir de l'audace. « *L'audace est le contraire de la peur. Il faut donc passer à l'acte et que la peur ne bloque nullement ce que l'on veut entreprendre* », a-t-il martelé.

De nombreux participants, après avoir partagé leur expériences personnelles, ont soutenu l'initiative et sollicité son renouvellement à l'avenir.

Hervé Brice Mampouya

SPECTACLE

Fally Ipupa se produit dans la ville océane

Originaire de la République démocratique du Congo (RDC), Fally Ipupa donnera un concert en plein air le 6 septembre à partir de 18 heures, autour de la piscine de l'hôtel Double Tree by Hilton de Pointe-Noire.

Fally Ipupa est l'un des artistes africains les plus cotés du moment, sa musique est marquée par des arrangements artistiques et une voix sensuelle qui éblouissent le public à chaque occasion. Ce sera un concert dansant et un moment formidable qui va permettre à l'artiste mais également au public de basculer dans un univers profondément poétique. Cela fait plus de dix ans que Fally Ipupa promène sa silhouette et sa voix sensuelle sur les scènes africaines et d'ailleurs.

L'artiste a séduit le monde entier grâce à son style et ses pas de danse exceptionnels. Pour la petite histoire, Faustin Ipupa Nsimba, de son vrai nom, Fally Ipupa, est né le 14 décembre 1977 à Kinshasa, capitale de la RDC et il a grandi à Bandalungwa. C'est vrai qu'il a chanté dans une chorale. Mais c'est avec les amis de son âge qu'il commence véritablement la musique au sein du

groupe New City au début des années 90.

Son parcours se poursuit avec d'autres formations, comme Talent Latent avec laquelle il enregistre l'album « À l'œuvre, on connaît l'artiste » qui est sorti en 1999, une année au cours de laquelle il intègre le groupe Quartier Latin de Koffi Olomide. Durant près de sept années de collaboration, Fally Ipupa développe son talent de chanteur, d'auteur et de danseur.

Fally Ipupa quitte son mentor en 2006 pour se consacrer à sa carrière personnelle et sort dans la même année son premier album « Droit chemin ». Deux ans plus tard, son deuxième album « Arsenal de belles mélodies », qui réunit seize chansons sur un double CD. En 2013, il sort son troisième album « Power Kosa Leka », son essor artistique se confirme avec « Tokooos », son quatrième album qui sort en juillet 2017, son dernier album « Control » est sorti en 2018. Notons que lors de ce concert, Fally Ipupa va faire raisonner sa voix afin de permettre au public de passer de moments de joie inoubliables.

Hugues Prosper Mabonzo



FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, 5^e journée, 2^e division

Han-Noah Massengo était titulaire lors de la victoire de Bristol à Hull City (2-1). L'ancien Monégasque fait son trou à Bristol (2^e titularisation consécutive en Championship) qui réalise un bon début de saison (4^e avec 10 points). Première titularisation de Brice Samba sous le maillot de Nottingham Forest, qui réalise un très bon coup en s'imposant à Craven Cottage (2-1). Face à Fulham, il a fait le boulot aux 34^e, 53^e, 69^e ; Averti à la 77^e pour gain de temps, puis battu par une tête de Mitrovic, le natif de Linzolo conclut ses débuts en Angleterre par un succès.

Angleterre, 5^e journée, 3^e division

Sans Christoffer Mafoumbi, remplaçant, Blackpool prend un point à Rochedale (0-0). Mais perd la tête du championnat (à égalité de points, 11, avec Ipswich). Malgré l'entrée en jeu d'Offrande Zanzala à la 58^e, Accrington s'incline à Fleetwood Town (0-2). Et reste relégable avec 1 petit point.

Angleterre, 5^e journée, 4^e division

Oldham remporte son premier succès de la saison en championnat à Cambridge (2-1). Christopher Missilou était titulaire et a joué toute la rencontre.

Azerbaïdjan, 2^e journée, 1^{re} division

Sans Kévin Koubemba, victime d'une fracture du tibia courant juillet, Sabah chute à domicile face à l'Inter Bakou (0-1). L'atta-



: Doublé de Dylan Saint-Louis en Coupe de Belgique

quant international congolais est convalescent pour une durée de 3 à 4 mois.

Mavis chibota était titulaire lors de la réception du Slavia Sofia. Deux duels perdus à la 29^e après un bon service de Lukoki, puis remplacé à la 58^e.

Belgique, 5^e journée, 1^{re} division

Enfin un succès pour le Cercle de Bruges qui bat chichement Waasland-Beveren (1-0) et lui cède ainsi la lanterne rouge. Titulaire, Jordi Mboula a été remplacé à la 46^e. L'ancien Barcelonais est dans le creux de la vague....

Sans Marvin Baudry, en phase de reprise, Zulte-Waregem prend un point à Saint-Trond (0-0).

Belgique, 5^e tour de la Coupe

Le Beerschot Wilrijk ne fait pas de détails face aux amateurs de Dikkelvenne (6-0). Titulaire, Dylan Saint-Louis a inscrit les 3^e et 4^e buts de son équipe. Prince Ibara n'est toujours pas qualifié.

Sorti prématurément le week-end dernier contre l'Union-Saint-Gil-

loise (24^e), Francis N'Ganga était forfait ce soir lors du carton de Lokkeren à Heist (4-0).

Remplaçant, Scott Bitsindou est entré à la 53^e lors de la qualification de Lommel face à Tamise (4-0). Sévèrement averti sur sa première intervention, il a remplacé Brebbels dans l'entrejeu

Belgique, 5^e journée, 1^{re} division

Senna Miangué est resté sur le banc lors du succès du Standard de Liège contre Courtrai (2-1).

Bulgarie, 7^e journée, 1^{re} division

Bradley Mazikou, remplaçant au coup d'envoi, a fait ses débuts en championnat bulgare en entrant à la 85^e minute lors du match nul du CSKA Sofia chez le Dunav 2010 (1-1).

Ecosse, 3^e journée, 1^{re} division

Sans Clevid Dikamona, resté sur le banc, Heart of Midlothian est sévèrement battu par le Celtic (1-3). Heart est avant-dernier avec 1

seul point pris.

Espagne, 2^e journée, 1^{re} division

Sans Merveil Ndockyt, non retenu, Getafe est tenu en échec à domicile par l'Athletic Bilbao (1-1).

Espagne, 1^{re} journée, 3^e division, groupe 4

Baron Kibamba est resté sur le banc lors du match nul de la réserve de Séville face à Yeclano (0-0).

France, 3^e journée, 1^{re} division

Faitout Maouassa et Eduardo Camavinga étaient titulaires lors de la victoire de Rennes à Strasbourg (2-0). Auteur d'une première mi-temps compliquée, Faitout Maouassa a été remplacé à la pause et avait été averti à la 22^e. Quant au jeune milieu de terrain originaire du Congo-Brazzaville par ses parents (lui est né en Angola), il a aussi éprouvé plus de difficultés que face au PSG, le week-end dernier. Un bon tir au ras du poteau à la 10^e à mettre à son actif.

France, 5^e journée, 2^e division

Troyes bat Lens 2-0. Sans Warren Tchimbembé, resté sur le banc, ni Eden Massouema, non retenu par Laurent Battles.

Israël, 1^{re} journée, 1^{re} division

Promu en première division, le FC Sektia Ness Tziona de Romaric Etou, titulaire, s'incline à domicile face au champion en titre, le Mac-cabi tel Aviv (0-2).

Roumanie, 7^e journée, 1^{re} division

Sans Hugo Konongo, absent du groupe, Sepsis prend un point chez le promu, l'Academica Clinceni (1-1). Et se classe 7^e avec 9 points.

Russie, 10^e journée, 2^e division

Sans Erving Botaka Yoboma, absent du groupe, le Luch Vladivostok prend un point à Baltika (0-0). Le Luch est 8^e avec déjà 6 points de retard sur les 3^e et 4^e places, synonymes de barrages pour la montée. Attention de ne pas se faire décrocher.

Suède, 21^e journée, 2^e division

Vasteras l'emporte 2-1 sur le terrain du FC Syranska et remonte à la 8^e place avec 11 points d'avance sur le premier relégable. Ravy Tsouka Dozi est resté sur le banc. La latéral droit totalise 8 matchs cette saison, dont 7 comme titulaire.

Suisse, 5^e journée, 2^e division

Sans Igor Nganga, blessé, Lausanne étrille Aarau 5-1. Et prend les commandes du championnat.

Suisse, 5^e journée, 3^e division

Franck Nioby est resté sur le banc lors de la large victoire d'Yverdon chez le FC Black Stars (4-0).

Turquie, 2^e journée, 1^{re} division

Thievy Bifouma, titulaire, et le Yeni Malatyaspor s'inclinent sur le terrain de Trabzonspor (1-2).

Camille Delourme

ARRÊT SUR IMAGE



La délégation de l'O.M.S-Afrique en compagnie de Mme le ministre de la Santé et de la population ont visité le 23 août 2019, le Musée galerie du Bassin du Congo